

Comité d'histoire de la politique de la ville

Réunion d'information et d'échanges du 8 juillet 2022 (visio-conférence)

La première réunion des instances du comité d'histoire de la politique de la ville s'est tenue au Campus Condorcet à Aubervilliers, en présence du nouveau président du Campus, Pierre Paul Zalio. Ce dernier a salué les participants, en soulignant qu'il était intéressé à titre personnel par le travail du comité puisqu'il a mené des études d'histoire et de sociologie urbaine à Paris et Marseille.

En écho à ces propos, Michel Didier a remercié le président Zalio de sa présence et rappelé l'importance de la convention de partenariat signée avec le Campus Condorcet, qui va permettre au comité d'histoire de disposer de bureaux au sein de l'Hôtel à projets et d'avoir accès à tout un environnement particulièrement favorable à ses travaux.

I. Introduction par Michel Didier, président du comité d'histoire

- Installation officielle du comité et de ses instances le 20 septembre (journée). Le Ministre chargé de la ville sera invité à ouvrir les travaux.
- Rappel des objectifs initiaux (voir également le discours de l'ancienne Ministre, Nadia Hai, en date du 15 mars et la note de proposition remise par Michel Didier) :
 - La politique de la ville est assez largement méconnue. Peu de travaux d'historiens alors qu'elle est particulièrement intéressante à étudier : contemporaine de la décentralisation, des crises urbaines et des grandes mutations économiques, sociales, culturelles aussi, qu'a connues la société française, laboratoire d'innovation des politiques publiques.
 - Retracer ce qui s'est fait dans les quartiers populaires depuis 45 ans, objectiver ses apports et sortir ainsi de la méconnaissance et du discrédit dont souffre la PV, entre ceux qui pensent qu'on n'a rien fait pour ces quartiers et ceux qui pensent qu'on y a consacré beaucoup de moyens pour aucun résultat ;
 - Savoir pourquoi on a mis en place telle ou telle politique, tel ou tel dispositif, identifier les continuités et les ruptures dans les politiques publiques ;
 - Il ne s'agit pas de faire l'histoire du ministère ou une histoire administrative, mais de faire une histoire sociale valorisant l'apport de tous les acteurs qu'elle a impliqués : collectivités locales, organismes HLM, associations, professionnels... ;
 - Intégrer des travaux de recherche d'histoire locale (appui sur les laboratoires universitaires, les centres ressources...) car les territoires sont différents (métropoles, villes moyennes, outre-mer...).
- Les activités du comité :
 - Production de travaux de recherche et d'études
 - Recueil de témoignages
 - Organisation de séminaires, colloques...
 - Publications
 - Réalisation d'un inventaire des sources et lieux ressources à destination des chercheurs. Il y a un enjeu spécifique de repérage et de conservation des archives de la politique de la ville qui sont diverses, dispersées, et très hétérogènes d'un territoire à l'autre
- Réfléchir aux modes de diffusion des travaux (présence de journalistes dans le comité, diffusion des résultats dans les contenus de formation dédiés aux acteurs, notamment aux élus)
- Organisation inspirée d'autres comités d'histoire :
 - Un comité d'orientation, composée de membres de droit et de personnes qualifiées

- Un comité scientifique, composé d'universitaires de différentes disciplines et de personnes qualifiées
- Le Comité est placé auprès du ministre en charge de la ville
- Il est porté juridiquement par une association : l'« Association pour l'histoire de la politique de la ville »
- Rappel de l'engagement de la Ministre de financer à hauteur de 300 k€, ce qui permettra notamment le recrutement d'une petite équipe, lancer des appels à projet de recherche, engager des campagnes de recueil de témoignages, faire des publications, etc.

II. Tour de table des attentes des membres du comité

Pour **Emmanuel Bellanger**, historien, directeur du Centre d'histoire sociale des mondes contemporains du Campus Condorcet, l'enjeu est d'éclairer l'histoire d'une politique emblématique pour les quartiers populaires et de soutenir de nouvelles recherches menées par de jeunes chercheurs. Il évoque le projet en cours de création d'un musée de l'habitat populaire sur le territoire de Plaine Commune, candidate pour être Capitale européenne de la culture 2028.

Jean-Luc Michaud, directeur du Centre de ressources pour la politique de la ville (CRPV) de Bourgogne-Franche-Comté, représentant du réseau national des CRPV, se félicite de la création du comité et fait une offre : être à la disposition du comité pour mobiliser l'ensemble des CRPV et transmettre ce qui a déjà été capitalisé par les CRPV depuis 25 ans, diffuser les travaux du comité et alimenter les programmes de formation, notamment pour le travail social.

Michel Didier souligne l'importance de cette dimension formation, aussi pour les publics enseignants.

Christine Lelévrier, professeur à l'École d'urbanisme de Paris, se félicite également de la création du comité et souligne l'existence de travaux parfois récents sur la PV. Elle attend que le comité puisse recenser ces travaux (au moins trois thèses pour l'EUP, dont une en cours). S'interroge sur la possibilité pour des membres du comité scientifique de se positionner sur des appels à projets d'études lancés par le comité.

Michel Didier précise que cette démarche de recensement fait partie des missions du comité d'histoire et renvoie au comité scientifique la question de la méthode. L'autre question sera examinée au plan juridique.

Sylvie Thomas, déléguée générale de Ville et Banlieue qui fêtera ses 40 ans en 2023, revient sur la place des associations d'élus dans le comité d'orientation. Michel Didier répond qu'elle est centrale car les élus ont la mémoire de leur territoire et sont des témoins importants. Les associations d'élus ont également un rôle important pour diffuser les travaux du comité et acculturer les nouveaux élus.

Juliette Demoulin, déléguée nationale de la Fédération des centres sociaux de France (FCSF), s'interroge sur la place des réseaux associatifs. La FCSF fête en 2022 ses cent ans et a sa propre structure dédiée à la mémoire des centres sociaux : « Mémoires vives ». La question de la formation des acteurs intéresse aussi la FCSF.

Pour **Mélanie Lamant**, directrice de la stratégie et de l'accompagnement des acteurs, qui représente l'ANRU en l'absence du président Olivier Klein, la rénovation urbaine est un des piliers de la politique de la ville. La création du comité d'histoire est donc importante car le comité scientifique de l'ANRU n'existe plus. Elle intervient dans une temporalité où les contrats de ville vont être renouvelés et où une nouvelle étape de la politique de la ville va se construire.

Maria-Alice Pelé, vice-présidente de la région Occitanie, représentant Régions de France (ARF), souhaiterait que le comité d'histoire apporte des éléments pour l'évaluation sur ce qui marche ou pas en politique de la ville.

Karine Dupuy, secrétaire générale de l'IRDSU, se félicite de la création du comité et offre les services du réseau pour contribuer à la dimension territoriale des travaux et ouvre les archives du réseau au comité.

Bénédicte Madelin, personnalité qualifiée, ancienne directrice de Profession Banlieue, est très sensible à la façon dont la PV est vécue, accompagnée par les habitants. Elle insiste sur la question des archives, en évoquant son intérêt pour les archives orales, qui doivent cibler autant les décideurs que les habitants. Comment cette politique a-t-elle été vécue, entendue, transformée avec la participation des habitants ?

Michel Didier indique que la participation des habitants figure parmi les thèmes d'étude proposés dans la note de proposition.

Dominique Belargent, qui représente Emmanuelle Cosse, présidente de l'Union sociale pour l'habitat (USH), annonce la participation active de l'USH aux travaux pour montrer les apports de la PV et éclairer l'avenir. Le réseau USH participera au recueil des archives selon une méthode à construire dans le cadre d'un prochain RDV.

Michel Didier souligne que la politique de la ville a eu un rôle dans la transformation des organismes HLM.

Fatiha Belmessous, chercheur en histoire urbaine, se félicite de la création du comité d'histoire et attire l'attention sur la difficulté liée à la pluralité des objets à traiter dans cette politique publique. Elle estime qu'il faudra faire des choix, ce qui fera des déçus. Elle rappelle la journée d'étude organisée par le comité d'histoire des ministères de l'écologie et du logement sur la genèse de la PV. La question des archives est essentielle. Hormis les archives institutionnelles, il faudra vérifier si elles ont été conservées car on ne peut pas faire de l'histoire sans archives. Elle souligne le caractère complexe de la collecte de la mémoire des habitants qui est un axe de travail essentiel. Par ailleurs, l'offre de formation universitaire sur la PV s'est beaucoup réduite dans la dernière période et souffre d'être abordée comme une multiplicité de dispositifs et non comme politique publique.

Patrick Février, personnalité qualifiée, secrétaire délégué du comité d'histoire des ministères de l'écologie et du logement, félicite l'équipe projet pour la création du comité d'histoire. Il souligne que la PV est une politique complexe et que son approche est donc difficile. Il insiste sur la préservation des archives et le rôle des Archives nationales en la matière. Pour une politique qui a à peine 50 ans, il est encore possible de collecter la mémoire des acteurs. C'est une mission essentielle d'un comité d'histoire. Son comité a pour sa part réalisé environ 500 témoignages oraux.

Michel Didier confirme qu'un budget est réservé pour la collecte des témoignages.

Pour **Reda Didi**, personnalité qualifiée, fondateur de Graines de France, les enjeux sont d'aller vers les habitants des quartiers et leur permettre d'accéder aux savoirs produits, de faire mieux sur les nouveaux contrats de ville, de sortir des idées reçues et des discours tout faits sur les résultats de la PV. Il estime qu'on manque d'éléments pour objectiver les moyens dédiés et leur impact.

Sylvie Harburger, personnalité qualifiée, ancienne secrétaire générale de la CNDSQ, souligne les tensions entre attentes opérationnelles et travail historique. Elle propose d'apporter son propre témoignage et considère qu'il faut remonter dans l'histoire à avant 1981. Il y a des causes

structurelles mais aussi des éléments conjoncturels dans la création de la CNDSQ. Elle pense qu'il faut considérer la politique de la ville d'abord comme un ensemble de politiques locales plus que comme une politique interministérielle et insiste sur l'importance du contexte territorial. Il faudra aussi être attentif aux comparaisons internationales, en particulier sur la place des habitants et des jeunes à qui on donne plus facilement la parole dans les autres pays.

Michel Didier précise que la dimension internationale était un souhait de la ministre Nadia Hai.

Antoine Loubière, personnalité qualifiée, ancien rédacteur en chef de la revue Urbanisme, intervient aussi au nom de **Marie-Christine Jaillet**, membre du comité scientifique et vice-présidente de l'Université Toulouse-Jean Jaurès, pour annoncer une première initiative de travail territorialisé du comité dans le cadre de la prochaine rencontre nationale des agences d'urbanisme à Toulouse (du 12 au 14 octobre) : une visite du Grand Mirail avec une dimension historique sera organisée le 13.

Sylvie Roger, directrice de la cohésion et de l'innovation sociales de Grand Paris Sud, représentante du réseau AMADEUS, fait part de l'intérêt du réseau à participer au comité d'orientation et met en avant les enjeux liés au contexte d'évaluation des contrats de ville, notamment au regard des objectifs historiquement assignés à cette politique et mettre en perspective l'évolution des relations entre l'Etat et les territoires. L'étude de la PV comme politique publique est aussi un moyen de lui redonner du sens pour de jeunes professionnels. Les difficultés de recrutement des territoires sont une préoccupation montante.

Intervention de Thibaut Tellier, chargé de la préfiguration scientifique :

- L'enjeu n'est pas de faire une histoire administrative de la PV mais de la restituer dans son contexte historique, urbanistique et politique et dans sa temporalité
- Le travail du comité vise à apporter un éclairage scientifique et une mise à distance critique, et ne se confond pas avec une forme d'évaluation. Il appartiendra aux acteurs de se saisir des éléments pour envisager de nouvelles orientations.

Il propose trois axes pour le programme de travail qui sera proposé à la rentrée :

- Axe 1 : Faire un état des ressources disponibles
 - o Eviter de refaire ce qui a déjà été fait (voir les centres de ressources, tel celui de Grand Est, les programmes de recherche de l'équipement...)
- Axe 2 : Lancer de nouveaux travaux de recherche sur l'histoire de la politique de la ville
 - o Organisation d'un séminaire en lien avec des laboratoires de recherche (dont celui d'Emmanuel Bellanger) et publication de ces travaux.
- Axe 3 : Contribuer au débat public
 - o Travail en étroite collaboration avec les acteurs de la politique de la ville, leurs associations et les réseaux ici représentés ainsi qu'avec l'USH et la Caisse des Dépôts

Réactions des participants :

Joëlle Bordet, psycho-sociologue, membre du comité scientifique, demande quelle méthode se donne-t-on pour que l'histoire nourrisse le présent ? Le comité peut-il répondre aux questions que se posent les acteurs, jeunes, professionnels ? Il faudrait alors écouter leurs questionnements.

Christine Lelévrier suggère de questionner aussi les étudiants.

Nicole Smadja, personnalité qualifiée, ancienne directrice de la mission ville de la préfecture de région Ile-de-France, se positionne comme témoin. Elle souhaiterait par ailleurs que soient étudiés

les parcours d'intégration des « anciens jeunes » des quartiers, qui avaient l'âge de leur cité (20 ans) dans les années 1980, 1990 et 2000.

Jacques de Maillard, membre du conseil scientifique, directeur du CESDIP (Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales) considère que les échanges de la matinée sont prometteurs. Il s'intéresse à la dimension judiciaire et de la prévention de la délinquance dans la politique de la ville. Quels sont les moyens dont disposera le comité d'histoire pour financer des appels à projets de recherche ?

Michel Didier répond qu'une enveloppe globale de 100 k€ a été prévue pour les travaux du comité (hors postes à recruter).

Renaud Epstein, professeur à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, chercheur associé du CESDIP, considère que l'objet du comité est de faire l'histoire d'une politique publique et non l'histoire des quartiers. Il ne doit pas faire un travail d'évaluation mais faire l'histoire de l'évaluation de la politique de la ville est par contre important. En revanche, suivre des parcours (de jeunes de quartier) en tant que tels ne lui semble pas pertinent, si ce n'est au regard de leur lien avec la politique publique.

Frédéric Callens, représentant le Musée national de l'histoire de l'immigration, souligne l'intérêt de son institution pour travailler sur le lien entre politiques d'intégration et politique de la ville. Cette entrée serait mobilisatrice pour le musée.

Etienne Butzbach, élu local à Belfort pendant 30 ans, ancien président de l'ADRI, voit le comité comme un lieu de capitalisation de la politique de la ville, qui pose aussi un problème de définition. Il met à disposition ses archives personnelles.

Raphaëlle Bertho, personnalité qualifiée, maitresse de conférences en art, travaille sur le lien entre pratiques artistiques et culturelles et PV. La question de la place réservée aux artistes et actions culturelles dans la PV doit à ses yeux trouver sa place dans les activités du comité.

Dominique Figeat, personnalité qualifiée, ancien secrétaire général de la CNDSQ, rappelle l'importance du volet éducatif de la PV, qu'il ne faudra pas oublier dans les réflexions. Il y a un travail de cadrage à faire rapidement au vu de l'ampleur des thèmes. Les moyens financiers restent limités, d'où un travail d'arbitrage pour bâtir un programme de travail réaliste. Les partenariats seront importants pour élargir les champs.

Joëlle Bordet insiste sur l'importance de regarder les relations de la politique de la ville avec les ministères régaliens comme l'intérieur et la justice.

Bénédicte Madelin estime fondamental d'intégrer les décideurs, les maitres d'œuvre mais aussi les destinataires de cette politique.

Michel Didier conclut la réunion en remerciant les participants et leur donne RDV le 20 septembre pour la journée de lancement.

NB. Loïc Vadelorge, membre du comité scientifique, qui ne pouvait être présent à la réunion, a transmis des éléments pour la réflexion qui pourront être repris lors de la prochaine séance.

LISTE DES PRESENTS¹

Comité d'orientation

Michel Didier, président du comité

Pierre-Paul Zalio, président du Campus Condorcet

Olivier Benoist, DGCL

Eric Briat, ANCT

Marie-Alice Pelé, Régions de France, vice-présidente Occitanie

Sylvie Thomas, Association des Maires Ville et Banlieue

Frédéric Callens, Musée de l'histoire de l'immigration

Mélanie Lamant, ANRU

Dominique Bélargent, Union Sociale pour l'Habitat

Juliette Demoulin, Fédération Nationale des Centres sociaux

Karine Dupuy, Inter-Réseau des professionnels du développement social urbain

Jean-Luc Michaud, Réseau national des centres de ressources de la politique de la ville

Sylvie Roger, Réseau Amadeus

Dominique Figeat

Sylvie Harburger

Antoine Loubière

Patrick Février

Bernard Loche

Raphaële Bertho

Reda Didi

Bénédicte Madelin

Comité scientifique

Thibault Tellier, préfigurateur scientifique

Emmanuel Bellanger

Marie-Christine Jaillet

Fatiha Belmessous

Jacques de Maillard

Renaud Epstein

Christine Lelévrier

Michel Péraldi

¹ Sous réserve de compléments des participants qui n'ont pu se connecter qu'en audio.

Joëlle Bordet

Gwenaëlle Le Goullon

Amandine Romanet

Nicole Smadja

Anne Gaillard

EXCUSES²

Comité d'orientation

Fabienne Keller, vice-présidente du Conseil National des Villes

Gilles Leproust, président Ville et Banlieue

Association des Maires de France

ONPV

Michel Duffour

Viviane Rolle-Romana

Lakhdar Kherfi

Comité scientifique

Annie Fourcaut

Isabelle Laudier

Thomas Kirszbaum

Florence Lérique

Marie-Vic Ozouf-Marignier

Adi Jazouli

Clément Boisseuil

Brigitte Guigou

Patrick Simon

Chantal Talland

Frédéric Léonhardt

² Sous réserve de corrections ou compléments.

